

Construction d'une identité urbaine par l'utilisation d'imagerie Le cas de Benguí, favela d'Amazonie brésilienne

Agnès Serre *



Figure 1 – Local de l'association d'habitants de Benguí, AMOB.
Traduction : *Lis O Bengola* (en noir sur fond jaune); invitation de l'AMOB:
Es-tu satisfait du service de santé dans le quartier ? Pour en discuter, viens aux réunions.

Dans un Brésil en pleine effervescence, Belém, principale agglomération d'Amazonie dont la population, estimée à près de deux millions d'habitants, véhicule une image de tranquillité et de nonchalance. Cette image est vraisemblablement liée au mode de vie traditionnel des riverains de l'Amazone, les *caboclos*. Toutefois, comme de nombreuses villes d'Amérique latine, Belém se divise en une cinquantaine de quartiers dont le niveau d'équipement est disparate. Les quartiers du centre-ville sont bien équipés alors que ceux de la périphérie connaissent de sérieux manques d'infrastructures. En fait, ce sont plus des favelas que des quartiers, en raison de l'absence d'équipements urbains, de réseaux d'eau, d'assainissement ou

* Urbaniste, professeur associée au Centre du développement durable-CDS, université de Brasília, Brésil.

gnage des habitants¹. Dans l'histoire de Belém, certaines campagnes illustrent l'ampleur prise par le mouvement populaire urbain qui aboutira à élire, plusieurs décades plus tard, un maire de même tendance politique que les habitants. Toutefois, on constate de sérieuses différences en termes de moyens mais aussi de résultats. Ainsi, quatre quartiers de la ville ont connu de fortes mobilisations, mais c'est seulement dans le cas de l'un d'entre eux qu'elles se sont traduites par l'affirmation d'une identité collective. L'analyse des images émises dans le cadre de la pastorale, puis par les organisations militantes (tracts, affiches, journal communautaire), révélera comment l'imagerie a contribué à créer une véritable identité de quartier. Puis, l'interprétation des images du journal régional *O Liberal* montrera comment une autre forme d'imagerie a contribué à la construction de l'image de Benguí. On entend ici par identité urbaine l'image que les habitants ont de leur quartier et la façon dont ils s'y identifient, et par image d'un quartier l'ensemble des représentations que donne le quartier au regard extérieur.

Benguí, favela d'Amazonie brésilienne

La colonisation de l'Amazonie et la ville de Belém do Pará

Dans les années soixante, le gouvernement brésilien met en œuvre une politique de colonisation de l'Amazonie afin de rompre l'isolement géographique dans lequel se trouve cette vaste région. Les enjeux de cette entreprise sont de sécuriser les frontières de l'espace amazonien, d'en exploiter les immenses richesses naturelles et de faire l'économie d'une réforme agraire en proposant des terres aux paysans sans terre des autres régions du Brésil. La clé de voûte de ce projet repose sur la construction d'un réseau routier et sur l'attribution d'avantages fiscaux aux entreprises [Becker, 1979]. Dès le début, l'urbanisation est définie comme la base logistique de l'occupation de l'espace, et les villes comme des centres de concentration du capital, d'information et de la population. Ainsi, Belém, capitale de l'État du Pará, voit ses fonctions commerciales et administratives renforcées par l'implantation des sièges sociaux d'institutions et d'organismes fédéraux (*figure 2*). Cette politique attire vers l'Amazonie une multitude de migrants dans l'espoir, essentiellement, d'y trouver un emploi, d'y disposer d'une école et d'un dispensaire. Belém, point de convergence de ces migrations, connaît alors ses phases de croissance les plus fortes. La ville, qui comptait environ 250 000 habitants à la fin des années soixante, est devenue, en moins de trente ans, le cœur d'une agglomération de plusieurs municipes² dont la population avoisine les deux millions d'habitants. On peut dire qu'à l'échelle de l'Amazonie orientale, Belém a joué le rôle de catalyseur d'un exode rural aggravé par le mirage du miracle de la colonisation de cette vaste région en construction.

1 Sur les cinquante organisations populaires recensées dans le quartier de Benguí, vingt-sept d'entre elles ont donné lieu à une étude des trajectoires des leaders et à une analyse de discours dans l'objectif d'évaluer leur contribution à l'aménagement urbain de leur quartier.

2 Muncípio est l'équivalent de la commune du système français. Il est dirigé par un *prefeito*, maire, chef du pouvoir exécutif, élu au suffrage universel direct tous les quatre ans.

Avec le recul, on constate certaines défaillances dans cet ambitieux projet de colonisation : défaillance de la politique agricole locale et régionale pour l'accueil, l'installation et le soutien technico-économique des colons sur les fronts pionniers favorisant l'exode rural massif vers les villes anciennes et nouvelles ; défaillance de la maintenance des infrastructures routières ; défaillance de la politique d'habitat en milieu urbain pour accueillir les migrants. Dans le cas de Belém, l'absence de politique urbaine adaptée a favorisé l'expansion anarchique des quartiers. Pour compenser le manque chronique de logements, des formes spontanées d'occupation ont donné naissance à de vastes bidonvilles tant en centre-ville qu'en périphérie. C'est ainsi que, dès 1960, des familles se sont installées sur les zones inondables du centre-ville. Ces quartiers sur pilotis, appelés *baixadas*, ont, aujourd'hui, une densité de population élevée. Puis, à partir des années quatre-vingt, face à la raréfaction de l'espace disponible en centre-ville, des terrains agricoles non exploités ou des terrains forestiers périphériques ont été littéralement envahis par des familles *sans-toit* qui y ont construit leur baraque. Ces occupations appelées communément *inva-*

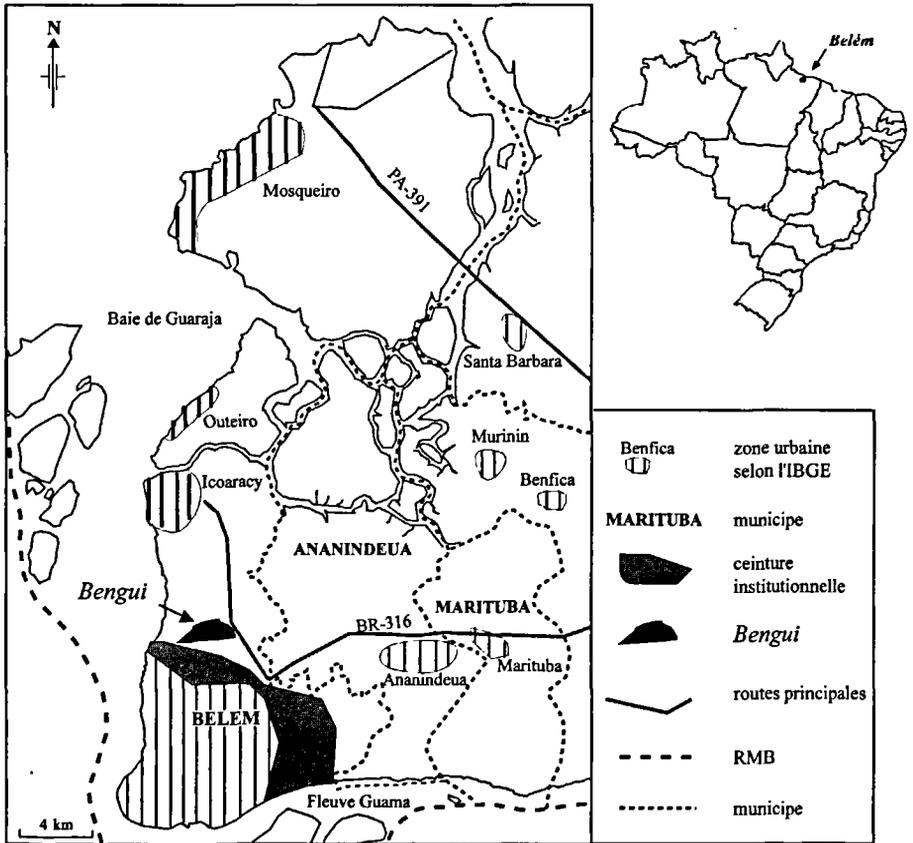


Figure 3 – Localisation du quartier de Bengui, municipe de Belém.

sions de terre se sont multipliées à un rythme soutenu. Lors de leur création, ces zones d'habitat étaient dépourvues de toute infrastructure urbaine. Tel est le cas de Benguí, quartier périphérique de Belém et lieu de notre analyse.

Les principales caractéristiques du quartier de Benguí

Localisé à une dizaine de kilomètres au nord-est du centre-ville, Benguí se situe à l'écart d'un important axe routier (*figure 3*). Ce relatif isolement lui donne l'apparence d'un gros village, impression renforcée par l'existence d'une entrée de ville, caractéristique rare pour les quartiers de Belém. De surface étendue, il s'organise autour de plusieurs noyaux urbains correspondant à des phases différentes de peuplement. Le plus ancien, *Bom Futuro*, forme le centre de Benguí. Il s'agissait d'un programme de relogement des familles expulsées du centre-ville en 1979. La division en lots constituait l'unique mesure d'aménagement de cet espace puisqu'aucune infrastructure urbaine n'était prévue à l'arrivée des familles [Fase, 1994].

Aujourd'hui, Benguí est un quartier à faibles ressources³, dont la population est estimée à près de 125 000 habitants. Son ossature économique repose sur l'existence de deux entreprises de taille moyenne, quelques supermarchés, de nombreux détaillants et un marché journalier. On remarque l'absence d'agences bancaires et postales, comme pour la plupart des quartiers périphériques. En dehors des deux rues principales, les routes ne sont souvent que des chemins de terre. Il est fréquent que les ponts cassés ne soient pas réparés avant plusieurs mois. La majorité des habitants se déplace à pied ou à vélo pour les trajets internes. Pour se rendre dans le centre de Belém, Benguí est desservi par quatre lignes de bus. À la saison des pluies, il est particulièrement difficile de se déplacer. Cependant, malgré ce problème récurrent des transports, on constate que Benguí dispose d'un niveau d'équipement urbain bien plus élevé que celui des quartiers limitrophes. Il compte un dispensaire, plusieurs écoles élémentaires publiques, plus d'une dizaine d'écoles communautaires, un collège et un lycée, des crèches, des terrains de sport et une guérite de la police militaire. Cette situation doit être mise en relation avec le haut degré d'organisation du quartier et une très forte mobilisation des habitants qui mérite d'être étudiée en détail. Cette dernière a été soutenue par d'importants moyens humains et financiers, de méthodes et d'outils de communication (journal, tracts, affichettes), dont l'objectif était de mobiliser et sensibiliser toujours plus les habitants. Une étude de l'imagerie utilisée à l'occasion de certaines de ces campagnes permet de mieux comprendre le processus de construction d'une identité collective urbaine à l'œuvre dans un tel contexte. Les deux éléments clés en sont l'union des habitants et la lutte pour le respect de leurs droits de citoyens. Mais avant tout, rappelons le contexte politique et religieux de l'époque qui favorisa l'émergence d'un fort mouvement populaire au Brésil en milieu urbain.

3 Le niveau des revenus des familles est estimé par le nombre de salaires minimum perçus. Les quartiers dont la majorité des familles ne touche pas plus d'un salaire minimum sont classés comme des quartiers à faibles ressources, les autres sont considérés comme des quartiers à ressources plus élevées. Le salaire minimum était de 120 reais au moment des enquêtes pour un coût de la vie comparable à celui de l'Europe. À cette époque, le real connaissait une parité avec le dollar.

Imagerie et formation de l'identité populaire de Benguí

Les composants du mouvement populaire urbain au Brésil

Le mouvement populaire urbain dont l'évolution est liée à la conjoncture nationale, a favorisé l'émergence de pouvoirs locaux. Son essor remonte à la période d'ouverture politique après la seconde guerre mondiale. De la fin des années quarante jusqu'au milieu des années soixante, période correspondant au retour de la démocratie, on assiste à une recrudescence des revendications populaires tant au niveau national que local. Puis, le coup d'État de 1964 marque la fin d'une époque. L'adoption de mesures restrictives telles que la liquidation des structures communautaires et la désarticulation des organisations syndicales déstructure le mouvement populaire qui devra trouver d'autres formes pour se maintenir en exercice. Tout en entrant dans la clandestinité, celui-ci connaît une phase de relative stagnation qui durera jusqu'au début des années soixante-dix. C'est dans ce contexte que le troisième secteur⁴ a pris son essor, participant à la consolidation de la démocratie et au développement social par l'émergence des citoyens et de leurs organisations [Cardoso, 1997]. Les organisations liées à l'Église catholique, notamment les communautés ecclésiales de base, sont les premières à progressivement occuper l'espace de revendication laissé vacant [Krischke, 1986]. Il faut dire qu'elles sont un des rares moyens légaux de réflexion et d'expression. On les retrouve dans les périphéries urbaines, ces zones, ni rurales, ni urbaines, sont en fait de véritables exemples de ségrégation sociale, spatiale et politique dans le sens où leurs habitants n'ont accès à aucun droit.

Par ailleurs, rappelons le contexte politico-religieux de l'époque avec le rôle des conférences de l'épiscopat latino-américain dans l'adaptation et la transformation de la hiérarchie catholique. La première, qui s'est tenue à Medellín en 1968, est considérée comme un moment fondamental dans la socialisation de l'Église brésilienne. La seconde, réalisée à Puebla en 1979, engage officiellement l'Église aux côtés des pauvres avec la théologie de la libération. Assurant la mise en œuvre de l'action pastorale, les communautés ecclésiales de base, cellules de réflexion mises en place par les paroisses pour diffuser la théologie de la libération, contribuent à ce processus de mobilisation populaire [Boff, 1977]. Le principe de base de cette théologie est de présenter Jésus-Christ comme le sauveur de l'Humanité, celui qui vient libérer les opprimés. Pour cela, des images servent à mettre en évidence le caractère politique de la vie de Jésus, en mettant en avant les épisodes où il s'est opposé à des « oppresseurs », qu'il s'agisse des maîtres de la synagogue ou des représentants de l'Empire romain. Replacé dans ce contexte, Jésus apparaît comme un leader populaire chargé de libérer le peuple opprimé sous le joug des inégalités politiques, économiques et sociales. La production visuelle de la pastorale est aussi explicitement orientée pour mettre en évidence les formes d'exploitation et de domination de la

4 Le troisième secteur est composé d'organisations à but non lucratif dont la création découle d'un processus volontaire, indépendant de l'État (premier secteur) et du marché (deuxième secteur) et dont l'objectif est de servir les intérêts de la collectivité. Coextension du marché économique, il tend à briser la dichotomie entre le privé et le public du fait que l'argent circule entre les agents sans pour autant qu'il y ait investissement lucratif [Fernandes, 1997]. Il se positionne en complément du marché et de l'État pour participer au processus de développement [Avritzer, 1994].

société brésilienne. Des images expressives sont utilisées pour essayer d'en faire prendre conscience à la population. Citons, par exemple, celle de plusieurs ouvriers réclamant leur salaire auprès de leur patron, un homme riche et obèse; ou encore celle d'une famille pauvre quittant le monde rural pour migrer vers la ville qu'on devine à l'horizon, laissant derrière elle une immense exploitation agricole tenue par un important industriel. L'impact voulu de ces images est d'amener les habitants à réaliser qu'ils sont *des opprimés dans un pays d'inégalités où l'absence de réforme agraire conditionne les formes d'exploitation*. Il s'agit aussi d'un appel à s'engager pour changer cette réalité. Le fait que cette imagerie soit produite dans le cadre de l'Église amplifie aussi la croyance en de telles images.

Dans le cas de Benguí comme dans bien d'autres quartiers, le pas entre les communautés ecclésiales de base et les organisations militantes est rapidement franchi. Les dessins (*figures 4 et 5*), extraits de bulletins émis par l'Associação de Moradores de Benguí (AMOB, association des habitants de Benguí), illustrent ce cheminement et cette nouvelle philosophie de l'Église du peuple. La première met sur le devant de la scène un prêtre, portant une croix, symbole de la religion catholique, guidant une foule sortant d'une église. L'impact souhaité de cette image est manifestement de montrer que l'Église et le peuple ne font qu'un pour défier les pouvoirs publics à assumer leurs obligations envers tous les citoyens.

La seconde met en scène le cheminement physique et spirituel qui guide les individus de l'église au centre communautaire. Celui-ci est présenté comme un lieu de rencontre où on discute de la notion de citoyenneté. De tels centres sont



Figure 4 – Illustration parue dans le rapport d'activités de l'AMOB.
Traduction : La croix des pauvres défie le pouvoir.

bien souvent conçus, en effet, comme la version laïque et opérationnelle des communautés ecclésiales de base. Ainsi, les responsables des centres sont en général les paroissiens les plus actifs. Par ailleurs, les prêtres jouent un rôle capital dans ce processus [Teixeira, Boff, 1993]. En fin de réunion pastorale, ils appellent systématiquement les familles à exposer leurs problèmes quotidiens. Puis, ces dernières sont amenées à réfléchir sur les moyens possibles d'y remédier. L'objectif de ces discussions est de sensibiliser ainsi les familles aux droits et aux obligations de chacun, notamment à ceux des pouvoirs publics, les formant ainsi à la notion de citoyenneté. Cette initiation à l'éducation civique est capitale dans le devenir de ces quartiers. Une fois convaincus de l'importance d'agir ensemble pour résoudre leurs difficultés, les habitants sont appelés, en effet, à fonder des associations dont la représentativité est plus conséquente sur la scène publique. Ils sont aidés dans leurs démarches par la paroisse et la Federação de Orgãos para Assistência Social e Educacional (FASE), ONG nationale dont la mission est l'éducation et la formation. C'est ainsi qu'en 1994, une cinquantaine d'organisations populaires était répertoriée à Bengué. Certes, aujourd'hui, certaines ont fermé leurs portes et d'autres ont des activités occasionnelles. Mais elles restent le reflet d'une forte mobilisation populaire pour de meilleures conditions de vie : l'éducation, l'entretien de la voirie, l'assainissement et la régularisation foncière étant leurs principales revendications [Serre, 2001].

Pour éviter la dispersion, une des premières associations, l'AMOB, est désignée comme une fédération. Ses statuts la définissent comme une structure démocratique chargée de défendre les intérêts des habitants et d'unifier les mouvements de revendications. Située près de la paroisse catholique *Bom Futuro*, cette association dispose d'un vaste local composé d'une salle de réunions, d'un bureau et d'une cuisine (figure 1). L'ensemble a été construit bénévolement par les habitants ; le financement du matériel de construction a été assuré par l'organisation de fêtes populaires. Son budget de fonctionnement est pris en charge en partie par la paroisse, en partie par les projets de développement mis en œuvre par des ONG nationales ou internatio-



Figure 5 – Le chemin de l'église au centre communautaire ; croquis extrait d'un tract distribué à la fin de la messe dominicale, incitant la population à participer à la mobilisation populaire.

nales. L'AMOB utilise savamment l'imagerie pour mener à bien sa fonction. Elle édite des tracts et des affiches pour expliquer aux habitants quel est son rôle et pour annoncer les réunions de quartier (*figure 6*). Elle dispose d'un journal communautaire, *O Bengola*, riche source d'imagerie sur l'histoire du quartier bien que son tirage soit irrégulier en raison du manque de ressources financières. L'AMOB dispose aussi d'une radio dont les haut-parleurs sont installés sur le toit de l'association. Elle émet en fin de journée et le week-end pour annoncer les festivités du quartier et les diverses réunions organisées par les associations (*figure 5*).

L'analyse de l'imagerie de ce journal montre que cette dernière est focalisée sur les difficultés liées aux conditions de vie qui existent dans le quartier: inondations, ponts cassés, maisons délabrées, etc. Tout aménagement obtenu et résultant des campagnes de revendications est ainsi présenté comme une victoire décisive. Une analyse plus critique de cette imagerie relève cependant un certain manque d'objectivité. Son inspiration étant très marquée à gauche, toute action ou proposition faite par d'autres partis que le Parti des Travailleurs (PT) se trouve automatiquement condamnée. Le radicalisme des positions prises par les leaders des organisations locales, fondées sur les notions de lutte des classes et d'action collective, se justifie en partie par leur crainte d'être récupérés par le biais du populisme qui a dominé la vie politique au cours des années quatre-vingt. Ce dernier a créé, en effet, une certaine confusion dans l'esprit de nombreux responsables, plus habitués à lutter et à revendiquer contre les pouvoirs publics qu'à s'associer à ces derniers.



Figure 6 – Tract émis par l'association AMOB.
Traduction: Discutons de notre quartier.

Le savoir-faire des associations: mélange d'imagerie civique et politique

Conscientes de l'importance des médias, les organisations populaires adoptent une stratégie articulée en trois étapes successives: mobilisation, sensibilisation et pression. À chacune d'entre elles correspond une forme d'imagerie spécifique dont le but est d'inciter les habitants à agir et les pouvoirs publics à réagir.

La première étape implique la mobilisation des habitants sur un problème spécifique d'aménagement urbain: route impraticable, inondation, accès à l'eau, régularisation foncière. À ce stade, les associations utilisent comme vecteurs de communication des tracts et des affiches murales. Très réalistes, ces images, toujours accompagnées d'un texte relativement court, représentent des scènes de vie quotidienne: famille obligée de marcher dans la boue pour rentrer chez elle, file d'attente interminable devant le dispensaire, passagers entassés dans un autobus (*figure 8*). S'adressant à un public en grande partie analphabète, l'image est claire, compréhensible de tous, son expressivité est plus grande que celle de simples écrits. Il s'agit d'amener les habitants à prendre conscience par ce biais que ce qu'ils vivent n'est pas une fatalité immuable, qu'ils ont le droit, le pouvoir et, dans une certaine mesure, l'obligation de changer cette réalité. La légitimité de leurs revendications est aussi soulignée par le fait de les présenter comme des droits civiques, inscrits dans la Constitution et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tel est le cas, par exemple, d'une image qui représente des enfants assis sur les marches d'une école fermée pour rappeler le non-respect de l'article 175 de la Constitution brésilienne, qui garantit une éducation publique et gratuite à tous les enfants de 7 à 14 ans. Le trac de la *figure 7* émis lors de la campagne *École pour tous* se donne plutôt comme but de responsabiliser les parents envers l'éducation de leurs enfants.

D'après les archives, l'impact obtenu de cette imagerie a été l'inscription de presque tous les enfants sur les listes de préinscription. On note que les communautés ecclésiales de base ont excellé dans cette phase de mobilisation populaire, comme l'illustre bien le texte suivant accompagné de deux images: la première, illustrant la peur qui régnait du temps du régime militaire, montre une dizaine de policiers en poste tenant en laisse des chiens; la seconde, qui représente au contraire la situation actuelle, présente une foule qui se dirige vers un local associatif pour participer à une réunion de quartier où les revendications de chacun seront librement formulées. En légende de ces croquis, on peut lire:

« Nous n'avons plus peur de parler aujourd'hui
 Nous osons, nous avons la force de nous engager
 Nous n'avons pas de maison, même si nous travaillons comme ouvriers
 Avec notre salaire de misère, nous ne pouvons pas vivre dignement
 Nous exigeons d'être respectés, nous exigeons que nos droits soient respectés
 Rejoignez-nous dans cette lutte pour une vie meilleure. »

Lorsque le problème ne peut pas être résolu à l'échelle de l'association, celle-ci recourt alors à une nouvelle stratégie qui consiste à élargir le débat en amenant le problème sur la place publique, auprès d'acteurs publics et privés susceptibles de le résoudre. Pour cela, l'imagerie évolue: des graphiques, des données chiffrées et surtout des photographies du quartier sont alors introduites. La campagne *École pour tous*, initiée en 1979, illustre bien cette phase de sensibilisation des acteurs



Figure 7 – Tract de la campagne Escola para todos – École pour tous
Traduction : Préinscription au collège. « Que veux-tu faire quand tu seras grand ? Anal Fa Beto ! »

Ne laissez pas votre fils connaître ce sort. Votre enfant est-il déjà inscrit ?

extérieurs au quartier. L'objectif de cette campagne était de démocratiser l'enseignement afin que tous les enfants soient scolarisés. Pour connaître le nombre d'enfants concernés, l'accent a d'abord été mis sur la liste de préinscription citée précédemment. Parallèlement, en collaboration avec plusieurs associations, les familles ont été informées de leurs droits et une enquête réalisée par les leaders d'association a évalué les lacunes du système scolaire. Les résultats donnent lieu à un rapport destiné au secrétariat de l'Éducation. Véritable diagnostic, ce document présente les données collectées et les met en relation avec la capacité d'accueil par école. Il dénonce le fait que de nombreux enfants ne sont pas scolarisés en raison du manque d'établissements et de classes. Par ailleurs, des photographies dévoilent le délabrement de certains établissements : insalubrité des salles de classes, toitures défectueuses, absence de sanitaires, manque de chaises et de tables. L'objectif de cette campagne est donc autant de sensibiliser les familles que de confondre les pouvoirs publics à leurs obligations. Ce document discrédite de nombreux politiciens qui affirmaient que tous les enfants de Belém étaient scolarisés [FASE, 1994]. On observe aussi que la campagne prend rapidement de l'ampleur et gagne plusieurs quartiers voisins dont la situation est similaire. Face à une telle mobilisation, la municipalité est contrainte de passer des accords avec des associations de quartier. Ainsi, des mesures immédiates sont prises, comme l'ouverture de salles de classe dans les locaux des centres communautaires. L'impact véritable de cette campagne

qui a donné une part importante à une imagerie visuelle est conséquent puisque, outre la désignation de professeurs et l'obtention de subventions pour rénover des écoles, est votée en conseil municipal la construction de plusieurs écoles.

Quand le problème a été ainsi posé sur la place publique et si aucune mesure concrète n'a été prise, les organisations militantes se voient obligées de recourir à d'autres moyens de pression plus spectaculaires dans l'objectif de se faire entendre à l'extérieur du quartier. Aussi, n'est-il pas surprenant que ce soit également le stade où leurs revendications sont le plus médiatisées, faisant alors généralement l'objet d'une véritable couverture journalistique. Mais une telle médiatisation va aussi contribuer fortement à définir, en retour, l'image du quartier pour le monde extérieur.

La lutte pour de meilleures conditions de transport illustre bien un tel processus. Cette campagne fait l'unanimité des habitants, lesquels sont dépendants des transports en commun en raison de l'éloignement du centre-ville, principal pôle d'emplois, et du coût élevé des transports assurés par des compagnies privées. Les rares habitants qui n'y adhèrent pas possèdent une voiture et ne se sentent pas concernés par cette problématique, tout en reconnaissant le bien-fondé de cette campagne. Sous la coordination de l'AMOB, les leaders des organisations rédigent un document reprenant leurs principales revendications: ouverture de nouvelles lignes de bus, construction d'abribus aux arrêts et installation de feux de signalisation sur les principaux axes de circulation. La couverture du document fait la une du *O Bengola* (figure 8).

Il s'agit de convaincre les pouvoirs publics et les compagnies de bus de l'importance du sujet tout en suscitant un débat, une discussion avec les habitants. Grâce à leur détermination, les habitants obtiennent une première entrevue avec le maire qui leur promet d'étudier la question au plus vite. Mais, plusieurs mois plus tard, la situation reste inchangée. Indignés, les dirigeants de l'AMOB décident alors de changer de registre. Rappelant aux habitants qu'ils ont les mêmes droits que ceux qui résident en centre-ville, l'AMOB dénonce le manque de respect du maire et le manque de civisme des hommes qui les gouvernent. Elle réussit à monter les habitants contre la municipalité et contre les compagnies de bus en organisant un blocus des autobus dans le quartier. Un jour, à l'aube, alors que les premiers autobus entrent dans le quartier, des groupes de personnes arrêtent les véhicules et dégonflent les pneus de quatorze d'entre eux. Malgré des heurts en début de journée, les opérations se sont déroulées calmement et plutôt dans une atmosphère de fête. *O Bengola* présente cette journée comme une victoire, illustrée par les photographies d'une population en liesse autour d'autobus aux pneus dégonflés. Le peuple de Benguï va enfin être entendu puisque, face à sa détermination, le gouverneur leur accorde une audience exceptionnelle fixée la semaine suivante. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. En effet, le jour dit, plusieurs dizaines de personnes se rendent au palais du gouverneur pour apprendre l'annulation de l'audience publique. Dépités et en colère, les plus décidés surprennent les forces de police, passent le barrage et entrent dans la bâtisse publique. La police tente de les déloger, mais ils s'allongent sur le sol. C'est la première fois que des locaux publics sont ainsi occupés à Belém [Fase, 1994]. Le gouverneur, contraint de les recevoir, consent à réaliser une grande partie des aménagements revendiqués. Cette victoire des habitants renforce leur union et leur détermination tout en consolidant leurs idéaux communautaires.



Figure 8 – Couverture du journal *O Bengola*.

Traduction: Nous devons en finir avec cette situation. À lire et à discuter dans les réunions d'habitants, dans les écoles, entre voisins, aux arrêts d'autobus, dans les groupes de jeunes, de femmes, de santé, des équipes de football, dans les bars, partout où cela est possible d'échanger des idées.

Les conséquences de cette politique d'imagerie

Une forte identité populaire autour de l'AMOB et du O Bengola

Les habitants de Benguí sont fiers de leur quartier et de son histoire, même si, aujourd'hui, quelques anciens déplorent l'oubli et la méconnaissance des événements qui ont façonné son histoire. Cela semble dû à plusieurs facteurs: à savoir non seulement le temps écoulé, mais aussi le changement de population que connaît le quartier depuis quelques années et une meilleure écoute électorale des partis. Les anciens responsables d'association se plaisent à raconter les luttes, les

moments forts et les anecdotes du passé. Ils disposent pour cela des colonnes du journal communautaire *O Bengola* qui leur permettent de retranscrire l'histoire du quartier. Ces colonnes historiques ont un rôle social indéniable dans l'imaginaire collectif. Elles contribuent, tout d'abord, à renforcer la fierté et l'identification des habitants, leur donnant l'impression d'avoir participé, directement ou indirectement, à des moments forts de la vie locale. Ensuite, elles offrent à tous ces migrants, exclus de la société de consommation classique et marginaux de la colonisation amazonienne, une certaine légitimité en leur enseignant l'histoire de leur quartier, en les associant à la construction de ce dernier et en faisant d'eux des citoyens reconnus de Benguí, pourvus d'une véritable identité, associée au lieu où ils vivent. Certes, bien d'autres supports sont utilisés pour informer des actions conduites dans le quartier, comme en témoigne l'inscription sur le mur du local de l'AMOB (figure 1). On découvre aussi des légendes qui font encore rêver, comme celle de l'existence d'un trésor de pièces d'or qui aurait été caché par un riche commerçant hollandais à l'époque du *Cabanagem*⁵, avant de fuir en Europe avec sa famille. Enfin, on y retrouve l'anecdote qui serait à l'origine du nom Benguí :

« En 1945, à l'arrivée des premiers habitants, cette zone recouverte en grande partie de forêt était connue sous le nom d'Água Cristal. En 1955, un tramway assurait la liaison entre Belém et Pinheiro (aujourd'hui Icoaracy); il s'arrêtait pour prendre deux enfants, Benjamin et Guilherme, qui se rendaient à l'école. Mais en l'absence de signalisation, le chauffeur oubliait souvent d'assurer l'arrêt. Alors, les parents décidèrent d'installer une plaque pour signaler cet arrêt. Sur cette plaque, était inscrite la première syllabe des prénoms des enfants: BEN et GUI. Le temps s'est écoulé et le nom est resté. »

C'est ainsi qu'au fil des années, on assiste à l'imbrication entre le processus d'identification des habitants à leur quartier et celui de ces derniers à l'AMOB, chargée de les représenter, de les aider et de les défendre. Comme le disent certains habitants: « l'AMOB, c'est nous, c'est le quartier de Benguí ». Il faut dire aussi que parallèlement au pouvoir fédérateur du journal *O Bengola*, divers événements ont contribué à cette unification, notamment la construction du local de l'AMOB à laquelle de nombreux habitants ont participé, ou encore l'organisation de fêtes de quartier pour financer l'achat du matériel de construction. Ces fêtes revêtent un aspect très important dans la vie politique et sociale: elles mettent en scène l'image d'une communauté unie dans une même lutte. Au cours d'une de ces fêtes, est organisé un concours pour trouver un symbole représentatif de l'AMOB. Un prix est prévu pour récompenser le vainqueur. Parmi les nombreuses propositions, le comité de sélection a retenu l'image de trois bras musclés tendus vers le ciel avec le poing fermé, le tout entouré d'un double cercle dans lequel est inscrit le nom de l'association. Ce symbole figure sur tous les documents émis par l'AMOB, comme on peut le voir en bas à droite de la figure 6. Dans cette image,

5 Il s'agit de la révolution populaire la plus importante d'Amazonie. Elle oppose, de 1835 à 1840, les Portugais et les *caboclos* d'Amazonie orientale, c'est-à-dire les personnes nées au Brésil, issues du métissage entre esclaves, indiens et colons. La non-application de l'abolition de l'esclavage et les écarts économiques entre la classe dirigeante, commerçants et propriétaires portugais, et les *caboclos* sont à l'origine de cette révolte.

sont réunies les notions de lutte, d'union et de force, valeurs présentées comme les caractéristiques des habitants de Benguí. Les rares habitants qui contestent cette image sont des commerçants qui la qualifient de violente et revendicatrice. Cette opposition se justifie par la différenciation de classe sociale entre les acteurs, ceux qui se considèrent comme citoyens et les autres qui ont besoin de lutter pour l'obtention et l'exercice de leurs droits.

Contraste entre l'identité des habitants et l'image externe de Benguí

Benguí impressionne, ne laisse pas indifférent. Qu'ils soient originaires des quartiers populaires voisins, du centre-ville ou des quartiers résidentiels, tous les habitants de Belém connaissent Benguí ou du moins y associent une ou plusieurs images.

D'une manière générale, les leaders d'association des quartiers populaires du centre-ville, c'est-à-dire des *baixadas*, et de la périphérie retiennent, de l'histoire de Benguí, des images de revendication et de lutte, mais aussi des conquêtes. L'imagerie produite par les organisations militantes sert de modèle d'organisation et de coordination d'actions dont il est bon de s'inspirer. Dans l'analyse des discours, Benguí est fréquemment cité en exemple.

En revanche, la classe aisée et une grande partie de la classe moyenne ont peur de ce quartier. Certaines qu'il s'agit d'un repère de brigands, elles craignent d'être agressées si par malheur elles s'y aventurent. Certes, la peur de se rendre dans les quartiers populaires n'est pas seulement liée à Benguí. Mais c'est un nom qui effraie en raison de son passé, mélange de violence, de revendications sociales et d'oppositions au pouvoir politique et à l'ordre établi. Cette peur est aussi à mettre en relation avec la politique nationale d'anticommunisme primaire menée au cours de la guerre froide. Or, le mouvement populaire urbain était assimilé au Parti communiste puisque celui-ci est à l'origine des premiers comités démocratiques populaires fondés en 1945 et dissous en même temps que le Parti en 1947 [Veiga, 1984]. Cette image extérieure du quartier s'explique aussi par la représentation qui en a été donnée dans les reportages de la presse régionale relatifs aux événements qui s'y sont déroulés. Des photographies de confrontations violentes avec la police cherchent à donner l'image d'une société désorganisée et anarchique pour essayer d'éviter, par ce biais, que la lutte populaire se généralise et se propage à d'autres quartiers, et pour légitimer la politique actuelle. La peur de l'émergence d'un contre-pouvoir conduit ainsi le pouvoir en place à utiliser la violence pour rétablir l'ordre public. Or, on observe que ces images sont bien ancrées dans les esprits car, aujourd'hui encore, elles perdurent. Revenons, dans cette perspective, à l'exemple de la campagne pour de meilleures conditions de transport en montrant comment elle a été représentée par le quotidien régional *O Liberal*. La journée de paralysie des autobus a été montrée sous l'angle d'une perturbation de l'ordre public, qui a empêché des centaines d'honnêtes travailleurs de se rendre à leur travail. Des photographies mettent en scène une poignée de personnes contraignant des dizaines d'hommes à descendre des véhicules. Les chauffeurs des compagnies de bus qui acceptent de desservir ces quartiers périphériques – enclaves dangereuses peuplées d'anarchistes où leur sécurité n'est pas assurée – sont présentés comme les



Figure 9 – Extrait du quotidien régional *O Liberal* du 30 octobre 1986 relatant l’occupation du palais du Gouverneur par les sympathisants des centres communautaires de Benguí. Traduction : La police militaire (PM) utilise la force contre les responsables des centres communautaires. Légende des photos : un groupe de personnes a réussi à pénétrer dans le palais. À l’extérieur, des cris et des protestations..., les forces spéciales prêtes à intervenir... ont utilisé la force pour faire évacuer les lieux...

victimes de la situation. Certes, quelques habitants admettent cette version des faits. Peu nombreux, issus d’une classe sociale plus élevée, ils ne se sentent pas concernés par ces revendications et n’approuvent pas ces méthodes radicales. Les photographies de l’occupation du palais du gouverneur vont aussi dans le même sens (figure 9). On y voit des hommes qui se bousculent, crient, s’agrippent et affrontent les forces de l’ordre. La manière dont ces photos sont prises en dit long sur le parti pris du quotidien. Contrairement aux photos prises en contre-plongée et qui montrent les événements du point de vue des « perdants », comme l’explique John Mraz [2000], les photos sont prises ici du côté de la police militaire. En premier plan, on voit un soldat imposant, vu de dos comme pour renforcer la crainte de l’uniforme, plusieurs soldats luttant pour faire évacuer les lieux, les manifestants assis étant présentés comme des envahisseurs.

Derrière ces images de photo-journalisme se cachent des messages politiques pour légitimer le pouvoir en place. Il faut préciser que, dans les années quatre-vingt, la presse locale était dominée par deux quotidiens, *O Liberal* et *A Provincia do Pará*, dont les maisons d'édition appartenaient à de riches familles, très liées au pouvoir politique tant à la tête de l'État du Pará qu'à la municipalité de Belém. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que les articles relatifs aux mouvements sociaux mettent systématiquement en exergue le caractère illégal de ces luttes populaires. Les photographies, mais aussi le vocabulaire créent et renforcent le sentiment de peur éprouvé par les personnes extérieures à Benguí: invasion, occupation, manifestants, évacuation, expulsion, extrême tension. Cette manipulation d'images marque fortement l'imaginaire collectif. Les habitants de Benguí sont présentés comme des gens du peuple par opposition à ceux de la bonne société. Ils sont qualifiés de marginaux, le quartier étant présenté comme une enclave où la loi n'est pas respectée. Ces images mettent aussi en lumière la difficile émergence de la démocratie. Rappelons que, sur le plan social et politique, la société brésilienne connaît une période mouvementée. La nouvelle conjoncture politique issue de la dictature ne facilite pas l'instauration de nouveaux rapports entre les pouvoirs publics et les organisations populaires qui font toujours l'objet d'une certaine répression.

On observe que l'image extérieure qui est donnée des habitants de Benguí a un certain impact dans la mesure où les personnes ne connaissant pas ce quartier, associent souvent à ce nom une image négative, reprenant celle qui est véhiculée dans la presse. À cela s'ajoute une réelle dérive de cette image, qui devient celle d'une favela ingérable, peuplée de communistes, de délinquants à la solde de chefs de bandes liés aux narcotrafiquants, dont l'emprise ne serait limitée que grâce à l'action des forces de police. Cette image est très loin de la réalité et elle est en opposition complète avec celle que donnent les associations de quartier. Mais il n'en est que plus intéressant de noter que cette image négative de Benguí, véhiculée dans la haute société *paraense*, renforce paradoxalement l'identité des habitants du quartier et avive leur fierté.

Une quinzaine d'années plus tard, la télévision s'est grandement démocratisée. Elle est présente dans la plupart des foyers, même dans les quartiers les plus populaires. Les médias télévisés ont progressivement supplanté les journaux, tout en restant sous le contrôle des mêmes familles. L'image donnée des quartiers populaires a donc relativement peu évolué. Ils apparaissent encore sur les écrans seulement sous leur aspect négatif: difficultés de transport, manque d'infrastructures, délinquance. Le grand changement de la dernière décennie est lié à l'évolution du pouvoir politique à la tête de la municipalité de Belém, avec une plus grande prise en compte des revendications populaires par le biais du budget participatif⁶. De plus, en tant qu'acteurs du changement, de nombreux leaders se sont trouvés propulsés à des postes de responsabilité dans la gestion urbaine de Belém. Malgré quelques dérives, il semblerait qu'ils poursuivent les mêmes idéaux. Cette évolution récente de la situation politique de la ville devrait se traduire par de nouvelles formes d'imagerie mettant en jeu d'autres types d'acteurs. En effet, on commence à parler des quartiers populaires en termes d'aménagement public (construction d'écoles, travaux d'assainissement réalisés ou réhabilitation d'un dispensaire) et non plus en les montrant du doigt.

*

En conclusion, on retiendra la fonction essentielle jouée par l'imagerie dans la construction de l'identité des habitants de Benguí, imagerie qui appelle les habitants à se mobiliser et à s'unir pour revendiquer l'exercice de leurs droits de citoyens. Elle a été sagement utilisée par le système associatif dont les leaders ont été à bonne école au sein du courant progressiste de l'Église catholique, en association avec les mouvements gauchistes à l'époque de la lutte contre le régime militaire. Parallèlement et pour s'y opposer, le pouvoir politique en place a utilisé une imagerie principalement photographique, mettant surtout l'accent sur les violences des manifestants. Cette autre image, mise en scène par les médias proches du pouvoir, a présenté Benguí comme un quartier dangereux aux classes sociales les plus aisées. Par peur de ce que le pouvoir leur laissait voir, ces dernières se sont résolument rangées du côté du pouvoir, seul capable, à leurs yeux, de contenir les débordements des quartiers populaires. Cependant, avec le changement radical de la municipalité, une époque semble être révolue bien qu'elle reste gravée d'une façon ou d'une autre dans la mémoire des habitants de Belém.

BIBLIOGRAPHIE

- AVRITZER L. (ed.) [1994], « Sociedade civil: além da dicotomia Estado-mercado », in *Sociedade civil e democratização*, Belo Horizonte, Livraria Del Rey: 23-40.
- BARATA M.M.C. [1973], *Formação histórica do Pará*, Belém, Universidade Federal do Pará, Coleção Amazônica, Serie José Veríssimo.
- BECKER B.K. [1979], « Política regional e mobilidade populacional numa fronteira de recursos do Brasil », *Revista Brasileira de Geografia*, 4, Rio de Janeiro, FASE.
- BECKER B.K. [1986], « Signification actuelle de la frontière: une interprétation géopolitique à partir du cas de l'Amazonie brésilienne », *Cahiers des sciences humaines*, 22 (3-4), Paris, Orstom: 297-318.
- BECKER B.K. [1990], *Amazônia*, São Paulo, Atica, Serie Princípios.
- BOFF L. [1977], *Eclesiogenese*, Petrópolis, Rio de Janeiro, Editora Vozes.
- CRUZ E. [1973], *História de Belém*, Belém, Belém Universidade Federal do Pará, Coleção Amazônica, 491 p., 2 vol.
- CARDOSO R. [1987], « Movimentos sociais na América latina », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 3, ANPOCS, Ed. Cortez.
- FASE, FEDERAÇÃO DE ÓRGÃOS PARA ASSISTÊNCIA SOCIAL E EDUCACIONAL [1994], *Diagnostico sobre os MPUs: Texto-Base de contextualização MPUs da Região Metropolitana de Belém*, Belém, PPU/Amazônia e UFPA.
- FERNANDES R.C. [1997], « O que é o Terceiro Sector? », in *3º Sector. Desenvolvimento social sustentado*, São Paulo, Editora Paz e Terra SA: 25-34.
- HÉBRARD V. [2000], « L'image comme source pour les sciences humaines », *Revue histoire et société de l'Amérique latine*, 11 (1), Paris.
- KOWARICK L. [1987], « Movimentos urbanos no Brasil contemporâneo: uma análise da literatura », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 3, ANPOCS, Ed. Cortez.

6 Dès 1997, la nouvelle municipalité de Belém (PT) opte pour le budget participatif dont le principe est d'associer la population à l'élaboration du budget municipal, notamment dans la définition des différents postes de dépenses. Pour permettre aux habitants de formuler leurs demandes et ainsi de décider des investissements futurs, des structures de décision parallèles sont mises en place au niveau du district.

- KRISCHKE P. [1986], « As CEBs na abertura: mediações entre a reforma da Igreja e as transformações da sociedade », in P. Krischke e S. Mainwaring, *A Igreja nas bases em tempo de transição (1974-1985)*, Porto Alegre, L & PM/Cedec: 185-205.
- MRAZ J. [2000], « Photographier le pouvoir politique au Mexique », in *L'Image comme source pour les sciences sociales*, Paris, Aleph: 155-192.
- PENTEADO A.R. [1968], *Belém, Estudo de geografia urbana*, Belém, Universidade Federal do Pará, Coleção Amazônica, Serie José Veríssimo, 2 vol.
- SERRE A. [2001], *Une ville amazonienne, Belém. Aménagement urbain et organisations populaires*, Paris, L'Harmattan, 190 p.
- SPDDH [1979], *Resistência*, Jornal da Sociedade Paraense de Defesa dos Direitos Humanos, Belém.
- VEIGA H.M. [1984], *A redemocratização em Belém (1945-1947): Os comitês democráticos e a campanha contra a fome*, Belém, FASE, Serie Recuperação Histórica, n° 1, 95 p.
- TEIXEIRA F.L.C., BOFF C. [1993], *CEBs, Cidadania e modernidade, Uma análise crítica*, São Paulo, Edições Paulinas.